

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 25 Mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CARRIERES MEN ARVOR**

LE VIEUX BOURG  
35550 Saint-Just

Références : UD35/2025-088  
Code AIOT : 0005502946

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement CARRIÈRES MEN ARVOR implanté au lieu-dit LE VIEUX BOURG à SAINT-JUST (35550).

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée afin d'évaluer les suites données à l'inspection effectuée en 2024.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES MEN ARVOR
- LE VIEUX BOURG 35550 SAINT-JUST
- Code AIOT : 0005502946
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MEN ARVOR bénéficie d'un nouvel arrêté préfectoral daté du 20 septembre 2023, pour l'exploitation d'une carrière de schistes pourpré, à hauteur de 9000 t par an et pour une durée de trente ans.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 1.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Extraction autorisée	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 1.2.3
2	Relevé topographique	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 1.7.8 (extrait)
4	Autosurveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 3.2.1 et 3.2.2 (extrait)
5	Analyses taux de silice	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 3.2.3
6	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 5.1.2
7	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 6.2.3 (extrait)
8	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 7.2.6 (extrait)
9	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 7.4.2
10	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 7.4.3 (extrait)
11	Compensation des impacts	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 8.2 (extrait)
12	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 8.3

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures prises par l'exploitant pour répondre aux observations faites en 2024 ont été jugées satisfaisantes.

L'inspection invite aujourd'hui la société MEN ARVOR à solliciter son prestataire pour évaluer le suivi des instabilités pouvant survenir sur les fronts situés en limites de site communes avec son voisin, la société STONE (carrière YVOIR).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Extraction autorisée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantités extraites
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le matériau extrait de la carrière est du schiste pourpré. La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 9000 tonnes /an.
<b>Constats :</b>  La quantité extraite en 2024 a été faible, de l'ordre de 60 tonnes, dans le respect de la quantité maximale autorisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection rappelle que l'application GEREP doit être complétée (avec notamment la quantité extraite en 2024) avant le 31 mars de l'année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Relevé topographique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 1.7.8 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan topographique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un plan topographique.
<b>Constats :</b>  Le plan consulté le jour de la visite effectuée en 2024 datait de 2018 et devait donc être actualisé pour s'assurer du respect du phasage prévu dans le nouvel arrêté préfectoral daté de 2023.  Le plan a ainsi été actualisé suite à un relevé par drone en mars 2024 et transmis à l'inspection.  La cote minimale d'extraction fixée à 39 m NGF a été respectée (site Est).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Un plan topographique actualisé doit être réalisé et tenu à la disposition de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Périmètre d'éloignement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité des fronts
<b>Prescription contrôlée :</b>  En exception de la règle de distance de 10 m, compte tenu de l'historique des exploitations, les bords de l'excavation « EST » sont contiguës dans sa partie ouest à l'excavation voisine exploitée par la société YVOIR et ceux de l'excavation « OUEST » sont contiguës dans sa partie est à l'excavation voisine exploitée par la société YVOIR . L'étude de stabilité du dossier de demande de renouvellement prévoit de sécuriser les limites cadastrales vis-à-vis des phénomènes instables recensés, avec le profilage des zones de départ des instabilités identifiées. (cf annexe zone d'instabilités). Ceci en vue de supprimer les instabilités pouvant atteindre les parcelles voisines. Un suivi géologique des profilages et de l'avancement des fronts est à réaliser annuellement afin d'adapter la géométrie pour limiter le départ d'instabilités vers les parcelles voisines.
<b>Constats :</b>  Les fronts ont été purgés en septembre 2024 pour éviter toute instabilité.  La société Geolithe est intervenue dans le cadre de l'élaboration du dossier de demande d'autorisation pour évaluer les phénomènes instables potentiels : son intervention dans le cadre du suivi des fronts pourra utilement être sollicitée pour valider les opérations menées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'Inspection invite la société MEN ARVOR à solliciter son prestataire pour procéder au suivi géologique des profilages et de l'avancement des fronts.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Autosurveillance des retombées de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 3.2.1 et 3.2.2 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des retombées de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art. 3.2.1 L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.[...]  Art. 3.2.1 Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures défini dans le plan de surveillance prescrit à l'article 3.2.1. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. [...]
<b>Constats :</b>  Aucune extraction n'ayant eu lieu en 2023, les mesures n'avaient pas été réalisées depuis la délivrance de l'autorisation.  L'Inspection a donc demandé suite à sa précédente inspection à ce qu'un plan de surveillance soit établi et à ce qu'un suivi des retombées de poussières soit réalisé.  Un plan de surveillance a donc été établi depuis et des mesures de retombées de poussières (jauges Owen) ont été réalisées en septembre 2024, lors d'une campagne d'extraction (présence d'une pelle et d'une chargeuse).  Aucun résultat de mesure n'atteint la valeur réglementaire fixée à 500 mg/m <sup>2</sup> /jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Analyses taux de silice**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Campagnes d'analyses du taux de silice
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au cours de la première année suivant la délivrance de la présente autorisation, une mesure des retombées dans l'environnement des poussières alvéolaires et de leur taux de silice sera effectuée. Celle-ci doit permettre de corroborer les analyses effectuées aux postes de travail fournies au dossier de demande de renouvellement et ainsi confirmer l'absence de risque sanitaire pour les riverains des carrières. Dans le cas contraire, nouvelle étude de risques sanitaires accompagnée le cas échéant d'un suivi du taux de silice doivent être réalisés. Les résultats accompagnés de commentaires sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réalisation.
<b>Constats :</b>  En parallèle des mesures de retombées de poussières, un préleveur CIP 10 a été installé à l'entrée de la zone d'extraction pour quantifier les poussières alvéolaires et leur taux de silice en septembre 2024.  Les valeurs mesurées indiquent : <ul style="list-style-type: none"><li>- une teneur en quartz faible,</li><li>- des teneurs en poussières alvéolaires et cristobalites inférieures aux seuils de quantification,</li><li>- l'absence de tridymite.</li></ul> Les niveaux mesurés en silice sont donc inférieurs aux 10 % fixés ci-dessus pour réaliser une étude des risques sanitaires : il n'est donc pas demandé de la réaliser au regard de ces résultats.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Plan de gestion des déchets d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PGDE
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  Un nouveau plan de gestion des déchets d'extraction a été établi en mars 2024 et n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 6.2.3 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès l'ouverture du site et en particulier lors du fonctionnement du concasseur et puis, la fréquence des mesures est annuelle ; [...] Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.  Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
<b>Constats :</b>  Les mesures n'avaient pas été effectuées en 2023 compte-tenu de l'absence d'extraction.  L'Inspection note par ailleurs qu'il n'est pas réalisé de criblage ou de concassage au sein de l'établissement susceptible de générer une gêne acoustique pour les riverains. Aucune plainte n'a été portée à la connaissance de l'inspection concernant ce site.  L'inspection a demandé en 2024 à ce qu'une campagne de mesures de la situation acoustique soit réalisée : cette mesure a été effectuée en septembre 2024 au cours d'une campagne d'extraction (présence d'une pelle et d'une chargeuse).  Aucun dépassement des valeurs réglementaires n'a été identifié au cours de cette campagne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 8 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 7.2.6 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  La vérification des installations électriques effectuée en 2023 indiquait que les installations situées en hauteur n'avaient pu être contrôlées faute de matériel d'accès.  L'inspection a demandé suite à sa précédente inspection à ce que l'ensemble des installations électriques, y compris celles situées en hauteur, puisse faire l'objet du prochain contrôle (mise à disposition de moyens d'accès adaptés).  Le nouveau contrôle effectué le 22/11/2024 ne mentionnait aucune observation : l'intervenant a pu contrôler l'ensemble des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Entretien des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'inspection avait identifié en 2024 que les marquages effectués sur les extincteurs étaient illisibles et ne permettaient pas de s'assurer que chacun avait bien été contrôlé. Par ailleurs, la facture établie par le prestataire ne permettait pas de s'assurer du nombre d'appareils contrôlés et de leur localisation.  L'inspection a donc demandé à ce que ces éléments soient rectifiés pour le contrôle à venir en 2024.  Celui-ci a été réalisé en juin 2024 : l'inspection s'est assurée par sondage lors de la présente visite que les marquages des équipements étaient bien visibles, que le registre de sécurité avait été complété et que le bon d'intervention fourni par le prestataire détaillait bien le contenu de la prestation réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 7.4.3 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre : <ul style="list-style-type: none"><li>• Une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup>, utilisable en permanence, placée à moins de 100 m des bâtiments à défendre, en utilisant les voies praticables. Ce point d'eau est réalisé conformément aux fiches techniques du service départemental d'incendie et de secours d'Ille-et-Vilaine et fait l'objet d'une réception par ce service ;</li><li>• Cette réserve est mise en place dans un délai maximum de 6 mois après l'obtention du présent arrêté ;</li><li>• Cette citerne fait l'objet d'une convention d'entretien, d'utilisation et d'accès entre les deux sociétés CARRIÈRES MEN ARVOR et CARRIÈRES YVOIR. Celle-ci doit être accessible et disponible à tout moment ;</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'échéance pour l'installation de la réserve arrivait à son terme à la fin du mois de mars 2024. Un accord a été trouvé avec la mairie de Saint-Just pour financer la mise en place de la réserve en question, qui sera commune avec le site voisin (la carrière YVOIR).  Une réserve souple de 120 m <sup>3</sup> commune aux deux sites (MEN ARVOR et Carrières YVOIR) a été implantée et réceptionnée par le SDIS le 3 juillet 2024. L'attestation du SDIS suite à cette réception a été communiquée à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Compensation des impacts**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 8.2 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des amphibiens
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de ne pas attirer des amphibiens sur les terrains exploités du site, les sociétés CARRIÈRES MEN ARVOR et CARRIÈRES YVOIR veilleront à l'absence d'eau en stagnation dans leurs zones d'extraction. Si des points d'eau apparaissent suite à de fortes précipitations, ils devront être asséchés le plus rapidement possible. Les zones exploitées font l'objet de vérifications permettant d'attester de l'absence d'eau de stagnation au sein des fosses, avec une périodicité adaptée et accrue durant la période de reproduction des amphibiens (de février à juin).
<b>Constats :</b>  L'inspection s'est assurée de l'absence de stagnation d'eau au sein de la zone d'extraction lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Mesures compensatoires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2023, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des espèces protégées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une convention établissant les modalités de mise en œuvre, de surveillance et de suivi des mesures <i>[de préservation les enjeux écologiques liés à la présence d'espèces protégées]</i> est établie entre les sociétés CARRIERS MEN ARVOR et CARRIÈRES YVOIR. Cette convention est tenue à disposition du service d'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  La convention en question a été établie et signée par les deux parties le 16 avril 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite